



Mairie d'Amfreville sur Iton – 27400 -1 route d'Evreux

Tel : 02.32.50.40.08 fax : 09.70.60.19.26

Département de l'Eure - Canton de Pont de l'Arche - Arrondissement des Andelys

Le grand **débat national**

Réunion d'Initiative Locale

Jeudi 31 janvier 2019 - Salle d'activités



1. Préambule

La commune compte 850 habitants. Elle est située dans la communauté d'agglomération Seine-Eure, et à 8 km de Louviers. C'est une commune péri-urbaine.

L'invitation au débat a été diffusée :

- Au groupe de diffusion des habitants de la commune
- Par la page Facebook de la commune
- Via le site internet de la commune
- Inscrit sur la plateforme « GrandDebat.fr »
- Par affichage sur les panneaux communaux.

Le débat a été organisé autour des 4 thèmes, en consacrant environ une heure à chaque thème.

	Fiscalité et dépenses	Etat et services	Pause	Transition écologique	Démocratie citoyenneté
Horaire	19h – 20h15	20h15 – 21h30		22h – 22h45	22h45 – 23h30
Nombre de présents	18	18		12	12
Dont hors commune	3	3		3	3

La documentation du site a été fournie aux participants, ainsi qu'un résumé.

Le compte-rendu a été rédigé en séance avec projection simultanée pour valider en ligne les propos.

La documentation du site a également été projetée simultanément aux débats.

L'assistance pouvait ainsi voir les questions posées, et suivre la prise en continu du présent compte-rendu et valider la transcription des discussions.

2. Introduction

En introduction, la charte a été lue. L'organisation de la réunion a été rappelée. La possibilité de participer individuellement sur le site granddebat.fr a été rappelée également.

Pour chaque thème abordé, un résumé de la documentation a été fait avant les interventions.

Pour encadrer ce débat, nous avons choisi de répondre aux questions proposées dans la documentation.

Le paragraphe suivant « *points marquants* » reprend les points surlignés dans le paragraphe « *intégralité du débat* ».

3. Points marquants

Parmi l'ensemble des interventions, plusieurs ont emporté l'adhésion du groupe, elles sont regroupées ici.

1 - Fiscalité et dépenses publiques :

- Actuellement seuls 43% des Français sont imposés sur le revenu.
L'impôt actuel est également une usine à gaz, à cause de toutes les niches fiscales existantes qui rend l'impôt moins lisible.
On pourrait également imaginer un taux d'imposition unique (ou moins de tranches) incluant les cotisations sociales, sans niches fiscales ni abattement et collecter à part un impôt sur l'immobilier.
Enfin, pour rééquilibrer, on pourrait imaginer une augmentation du taux d'impôt direct et faire baisser le niveau de la TVA.
- L'état devrait arrêter de dissimuler l'impôt car il y a beaucoup plus de prélèvements que ce qui apparaît sur la feuille d'imposition (par exemple : TVA, CSG/CRDS, TICPE...) . Ceci se trouve encore accentué par le prélèvement à la source.
- Il faudrait baisser en priorité l'impôt sur les entreprises pour les petites entreprises (artisans)
- En ce qui concerne les conditions d'attribution de certaines prestations sociales, il faudrait surtout les rééquilibrer de façon à s'assurer que les aides ne dissuadent pas d'aller travailler.
Il faudrait par ailleurs avoir un guichet unique qui regroupe toutes les aides sociales, afin d'avoir une visibilité sur les situations.
Mais il existe également des situations particulières telles que les intermittents du spectacle, qui s'ils veulent travailler au régime général entre deux contrats, perdent leur statut et une grande partie de leurs prestations.
- Il faudrait surtout renforcer la prise en charge des personnes âgées, en particulier dans les cas de dépendance.
Il faudrait également s'assurer de mieux soutenir les aidants et considérer le personnel soignant.

2 - Organisation de l'état et des services publics

- Il faudrait surtout que l'Etat se déleste des missions qu'il a déjà transférées, pour que les missions ne soient pas dupliquées.
- Il faudrait que les hauts fonctionnaires aient des expériences hors fonction publique, afin qu'ils renforcent leur connexion au terrain.

3 - Transition écologique

- Il faudrait harmoniser les règles partout en Europe de manière effective ou taxer les produits importés dégradant l'environnement.

4 - Vie institutionnelle et démocratique

- Le problème pour donner un rôle plus importants aux associations, c'est qu'elles ne sont pas forcément représentatives des citoyens. Il y a donc un problème de légitimité.
- On peut introduire une dose de proportionnelle, mais pas une proportionnalité intégrale car on retomberait dans les travers de la IVe République.
La Ve république a au moins apporté une stabilité temporelle pour que les députés puissent travailler.
- Des consultations sur des questions précises pourraient permettre de reconnecter les citoyens avec les orientations du pays, (exemple des votations suisses)
- En ce qui concerne la situation de l'émigration, il faudrait en priorité assurer un accueil digne, quelle que soit la provenance et la situation.
Au moins le temps d'étudier les dossiers et leur permettre de travailler pendant le temps de l'instruction, afin qu'ils puissent avoir des moyens de vie.

4. Intégralité du débat

Partie 1 : La fiscalité et les dépenses publiques

01 - Quelles sont les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

- La présentation des dépenses sur une base de 1000 €, permet de mieux se représenter les dépenses de l'état.
- Une présentation réelle des chiffres clés serait une bonne chose : il faudrait présenter au moins les 3 chiffres clés et les afficher devant l'Assemblée Nationale : les recettes, les dépenses et l'écart qui existe car en général, les chiffres complets ne sont pas connus.
Pour 2019 : dépense 391 milliards ; recettes 292 milliards d'euros, soit 99 milliards d'écart.
Cet écart est à peu près le même depuis plusieurs années, soit cumulé 35 000 €/ habitant.
A défaut, une accessibilité facile telle que sur la feuille d'impôt pourrait être envisagée.
- Il faut noter que tous les chiffres sont déjà accessibles sur les lois de finances et la loi de finances rectificative mais ils ne sont pas facilement lisibles.
- Un affichage des chiffres en euros par habitant serait tout de même une chose importante à mettre en œuvre pour que les chiffres soient « compréhensibles » car les chiffres annoncés ne représentent pas une réalité pour les habitants.

02 - Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

- Une première chose, c'est que tous les Français ne contribuent pas à l'impôt sur le revenu, car actuellement seuls 43% des Français sont imposés sur le revenu.
L'impôt actuel est également une usine à gaz, à cause de toutes les niches fiscales existantes qui rend l'impôt moins lisible.
On pourrait également imaginer un taux d'imposition unique (ou moins de tranches) incluant

les cotisations sociales, sans niches fiscales ni abattement et collecter à part un impôt sur l'immobilier.

Enfin, pour rééquilibrer, on pourrait imaginer une augmentation du taux d'impôt direct et faire baisser le niveau de la TVA.

- L'état devrait arrêter de dissimuler l'impôt car il y a beaucoup plus de prélèvements que ce qui apparaît sur la feuille d'imposition (par exemple : TVA, CSG/CRDS, TICPE...) . C'est encore accentué par le prélèvement à la source.

Néanmoins, certains journaux commencent à diffuser des informations sur la répartition des collectes et celle des dépenses.

03 - Afin de réduire le déficit public de la France, qui dépense plus qu'elle ne gagne, que pensez-vous qu'il soit nécessaire de faire ?

- Il y a certaines fonctions qui ne peuvent pas sortir des dépenses, telles que la justice, la police, en bref les fonctions régaliennes, mais l'état prend encore en charge des fonctions, qui sont désormais dévolues aux territoires.
- L'augmentation des impôts est une réponse simpliste car il faudrait surtout les rendre plus justes.
- D'autre part, il semble tout de même nécessaire de réduire les dépenses de l'état, pour que le déficit puisse être réduit.
- On pourrait donc dire qu'il faut faire les deux mais en commençant par la réduction des dépenses.

04 - Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

- L'impôt sur les entreprises pour les petites entreprises (artisans)
- La TVA, qui est un impôt très injuste

05 - Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

- La principale dépense correspond au paiement des retraites, qui est plus élevée en France qu'en Europe. Néanmoins dans les autres pays européens, ne sont pas prises en compte les retraites privées, que les habitants sont obligés de se constituer en parallèle.
- Pour cette question des retraites, il faudrait peut-être réformer de façon complète le mode de calcul, afin de rééquilibrer les règles entre les salariés et la fonction publique. Et c'est sans compter la situation des artisans ou des indépendants qui cotisent souvent à perte, si leurs résultats ne sont pas suffisants (leur année n'étant pas validée).
La modification proposée actuellement avec les points retraite obtenus suivant les cotisations remettront de la visibilité.

- Les dépenses de santé représentent encore un gros poste dans le budget de l'état. Néanmoins, on a en contrepartie la gratuité des soins.
- En revanche, malgré les dépenses de santé, il est scandaleux de voir la non-gestion de notre 3^{ème} et 4^{ème} âge, qui sont souvent dans des situations de maltraitance par manque de moyens.
- Par ailleurs, on voit que malgré le nombre de chômeurs, il reste beaucoup de postes à pourvoir, principalement à cause de l'inadéquation de la formation à l'Education Nationale, qui privilégie les formations générales au lieu de formations professionnalisantes.
- Au niveau de l'Education Nationale, on a un budget 15% inférieur au niveau européen, néanmoins, il semble que la répartition des dépenses n'est pas forcément efficace.

06 - Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

- A l'heure actuelle, il y a beaucoup de strates dans l'organisation de l'Etat (mille-feuilles) et cela représente des dépenses (mais également des impôts) qui ne sont peut-être pas toutes nécessaires.
- On pourrait également essayer de baisser le train de vie de l'état en général (par exemple, le salaire des anciens présidents, ...)

07 - Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous ?...

- Il faudra probablement considérer l'âge de la retraite, compte-tenu de la pyramide des âges actuelle et de l'allongement de l'espérance de vie.

• En ce qui concerne les conditions d'attribution de certaines prestations sociales, il faudrait surtout les rééquilibrer de façon à s'assurer que les aides ne dissuadent pas d'aller travailler. Il faudrait par ailleurs avoir un guichet unique qui regroupe toutes les aides sociales, afin d'avoir une visibilité sur les situations. Mais il existe également des situations particulières telles que les intermittents du spectacle, qui s'ils veulent travailler au régime général entre deux contrats, perdent leur statut et une grande partie de leurs prestations.

08 - Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

- Compte tenu de la complexité des différents régimes, il y a trop de difficultés et de longueur dans l'obtention des prestations sociales.

Il faudrait créer des passerelles entre les différents régimes.

• Il faudrait surtout renforcer la prise en charge des personnes âgées, en particulier dans les cas de dépendance. Il faudrait également s'assurer de mieux soutenir les aidants et considérer le personnel soignant.

- D'autre part, il faudrait également reconsidérer le prix des lunettes qui est énorme, mais également le prix des soins dentaires.
Il faudra cependant vérifier si le reste à charge zéro fonctionne réellement.

09 & 10 - Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques ?

- Non, globalement.

11 - Autres sujets :

- Il faudrait que les Français qui ont été formés en France et s'expatrient dès le départ (ceux faisant partie des Français de l'étranger) contribuent et payent des impôts en France, afin de financer une part des retraites de leurs enseignants, de l'entretien des écoles...

Partie 2 : L'organisation de l'état et des services publics

01 - Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? Comment devrait-elle évoluer ?

- Il faudrait probablement regrouper les communes pour simplifier l'organisation car la majorité des services importants dépendent des communautés de communes, du département...
- Autrement, une possibilité serait plutôt que les communautés de communes désignent des représentants qui agiraient au niveau du département, plutôt que d'avoir un conseil départemental.
- D'un autre côté, les communes sont aussi des échelons importants car elles permettent également d'avoir un lien social de proximité.
- Il y a également un grand flou sur l'organisation des différents échelons, tels que la différence entre les missions d'une commune et d'une communauté de communes. Et cela renforce également les différentes démarches à réaliser.
- Une communauté de communes a tout de même un intérêt afin d'accéder à des équipements que de petites communes ne pourraient pas financer seules (piscine, patinoire, théâtre, ...)
- Si des regroupements entre les différents échelons doivent être réalisés, il faut le faire au rythme des communes et des besoins pour que ce soit accepté des habitants.

- Un échelon qui est surprenant désormais, c'est l'échelon départemental compte tenu de toutes les compétences désormais détenues par les communautés de communes

02 - Diriez-vous que vous savez quels sont les différents échelons administratifs qui gèrent les différents services publics de votre territoire ?

- Oui

03 - Pensez-vous qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ?

- Oui

04 - Quels sont les niveaux de collectivités territoriales auxquels vous êtes le plus attaché ?

- Le moins d'attachement revient au département.

05 - Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ?

- Il faudrait surtout que l'Etat se déleste des missions qu'il a déjà transférées, pour que les missions ne soient pas dupliquées.
- Il faudrait surtout connaître quelles sont les vraies missions régaliennes de l'Etat et quelles sont les missions qui ont été transférées aux collectivités territoriales.
Par exemple, la gestion des routes, où l'entretien dépend des collectivités mais où l'Etat intervient tout de même.
- A noter que la formation professionnelle (qui dépend de l'AFPA entre autres) ne bénéficie pas de toutes les cotisations prélevées. Avec la gestion des caisses de financement, qui dépendent des syndicats, il existe des réserves non utilisées ou mal utilisées.
- Au sujet de l'apprentissage, il y a peu d'incitation au niveau des employeurs (surtout au niveau du commerce et de l'artisanat) pour prendre des apprentis, surtout s'ils ont plus de 17 ans à cause de l'augmentation du salaire que cela représente.
Il y a tout de même une nouvelle loi qui devrait permettre aux apprentis d'avoir des missions plus intéressantes.
Sinon, il faut que les enfants passent par des associations telles que l'Outil en Main pour découvrir des métiers.
D'autre part, il faut noter qu'en France, contrairement en Allemagne par exemple, les métiers manuels sont très dénigrés.
Il est d'autre part dommage que le tutorat qui avait été envisagé, n'ait pas un meilleur développement. Peut-être faudrait-il trouver un moyen pour que les employeurs n'aient pas à supporter les 2 salaires complètement.

07 – Lorsqu'un déplacement est nécessaire pour effectuer une démarche administrative, quelle distance êtes-vous prêt à parcourir ?

- Ça dépend si on a un moyen de locomotion et ça dépend également de la fréquence de la démarche administrative.
Si on a des démarches récurrentes, la distance qu'on est prêt à parcourir, diminue.

08 - Pour accéder à certains services publics, vous avez avant tout besoin de :

- On a besoin des 3 (téléphonique, numérique, physique) suivant la situation.
On a surtout une démarche « chronologique ». On commence souvent par des démarches numériques ou téléphoniques mais on a besoin d'un contact physique en particulier en cas de problèmes, afin de pouvoir expliquer clairement la situation.

09 - Y a-t-il de nouvelles formes de services publics qui pourraient être développées ?

- Un regroupement avec des agents polyvalents sur un même lieu semble une bonne idée.
- Mais il faudrait également considérer les services publics sur rendez-vous, à condition que le fonctionnement administratif le permette.
- Un service public itinérant peut également bien fonctionner sur certains services.

13 - Quels sont les services publics qui ont évolué de manière positive au cours des années précédentes ?

- La gestion des impôts et des déclarations
- Les services de Pôle Emploi pour des régimes spécifiques tels que celui des intermittents du spectacle.
- Les CPAM qui ont su faire le lien entre l'informatique et l'accueil du public.
Il y a également la mise en place du DMP

14 - Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer ?

- Le système médical dans sa globalité (gestion des déserts médicaux...)
- L'utilisation des logiciels par l'Etat qui ne sont pas tous adaptés, ergonomiques, ou coûteux en entretien.

15 - Pouvez-vous identifier des règles que l'administration vous a demandé d'appliquer et que vous avez jugées inutiles ou trop complexes ?

- Certaines enquêtes publiques suivant le commissaire-enquêteur désigné.
- Les contrôles techniques dans le cas de vente de véhicules d'occasion, alors que le contrôle précédent est encore valable.
Idem sur le coût des cartes grises.

20 - Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?

- Peut-être supprimer l'ENA car on obtient des « clones » de hauts fonctionnaires, qui ont tous la même formation et souvent la même origine.
- Il faudrait également qu'ils aient des expériences hors fonction publique, afin qu'ils renforcent leur connexion au terrain.

21 - Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficultés ?

- Peut-être, pour les hauts fonctionnaires et les politiques, en faisant attention à leurs expressions qui souvent sont méprisantes.
- En réinvestissant les différents territoires avec les services publics.
- Mais il ne faut pas oublier que les territoires en difficulté ne se limitent pas aux quartiers sensibles. Les territoires ruraux sont également concernés avec la désertification des services publics mais également des petits commerces.

Partie 3 : La transition écologique

01 - Quel est aujourd'hui le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?

- Il est difficile de répondre car chacun a sa propre opinion et sa sensibilité.
- Il faut reconnaître toutefois que la pollution de l'air est un problème plus imminent avec des considérations sur la santé humaine.

02 - Que faudrait-il faire pour apporter une réponse à ce problème ?

- Le problème de la transition écologique et de l'écologie en général est un problème planétaire donc il est difficile de répondre.

03 - Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

- Pas au quotidien dans notre région.

04 - A titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

- Réduire les quantités de déchets et les trier.
Pour réduire, il faut éviter les produits avec beaucoup d'emballage et de suremballage,

privilégier le vrac.

- Privilégier les circuits courts pour limiter les émissions polluantes des transports.
- Revenir vers un système de consigne sur les récipients.
- Essayer de changer de voiture dans les zones avec une forte pression sur la pollution atmosphérique et les particules fines.
Toutefois, il faut noter que les voitures essence ont une consommation supérieure à celle des voitures diesel, et leurs émissions de CO2 ne sont pas significativement plus basses.
- Privilégier le transport de marchandise avec du ferroutage mais en s'assurant que les tarifs de ce mode de transport combiné, le rende compétitif par rapport au transport routier.
- Moins prendre l'avion pour se déplacer ou alors s'assurer qu'une taxe est appliquée sur l'usage de kérosène.
Même principe sur le fret maritime.

06 - Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements ?

- La politique dissuasive sur le comportement routier.
- Des axes sécurisés pour les déplacements courts et à vélo.
- Des incitations financières pour des actions sur l'isolation des maisons, par exemple.
- Il y a également un aspect sur la politique de la ville, qui fait flamber le tarif des habitats. Les Français vont donc vers les périphéries des villes et les territoires ruraux, impliquant un usage quotidien de la voiture.
- Développer le télétravail au moins une partie du temps dans les entreprises, si le poste le permet.

07 - Quelles seraient les actions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

- Avoir une politique RH qui permette de faire un point sur les échanges géographiques entre deux territoires, à compétences égales.
- Cela dit, la transition écologique ne devrait pas passer nécessairement par une politique basée sur les taxes.

08 - Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions plus écologiques ?

- Oui, bien sûr mais les mises en œuvre ne sont pas toujours faciles.

10 - Avez-vous des possibilités de recourir à des solutions alternatives à la voiture individuelle pour vos déplacements quotidiens ?

- Le covoiturage peut être une bonne solution, quand on arrive à trouver des partenaires réguliers.
Cela dit, des solutions tels que Blablacar ont des effets de biais, car avec la baisse du tarif, il augmente également le nombre de déplacements de personnes qui auraient eu des fréquences de voyage moindres.
- Développer des méthodes de transport en commun flexibles sur les territoires ruraux.
- Développer des plateformes croisant les fonctions de Blablacar et de Uber, pour optimiser les déplacements de type covoiturage.

11 - Pensez-vous que les taxes sur les carburants peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

- Pour les déplacements du quotidien, la taxe des carburants ne va pas modifier les besoins de déplacements.
Cependant, on peut avoir des changements de comportement sur les transports autres, tels que ceux associés aux loisirs.

13 & 14 - Est-ce que la transition écologique doit nécessairement passer par de la fiscalité ?

- Pour qu'une transition écologique ait lieu, il faut aussi remettre à plat l'ensemble du système.

15 - Que faudrait-il pour protéger la biodiversité et le climat en protégeant la compétitivité ?

- Il faudrait harmoniser les règles partout en Europe de manière effective ou taxer les produits importés dégradant l'environnement.

Partie 4 : Vie institutionnelle et démocratique

02 - En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

- Le problème des associations, c'est qu'elles ne sont pas forcément représentatives des citoyens.
Il y a donc un problème de légitimité.

03 - Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

- Les liens avec les élus du niveau local existent toujours.
En revanche, c'est surtout le lien avec les élus de haut niveau qui est rompu, principalement par manque de connaissance de la part des élus de haut niveau du fonctionnement réel dans les petites communes par exemple.
- Il est aussi important de se souvenir qu'au sein de l'administration les équipes de hauts fonctionnaires restent malgré les changements de ministres et/ou de députés. De ce fait, les échanges avec les citoyens restent toujours les mêmes.
- Il n'y a pas non plus d'évaluation de la performance des élus et il faudrait que cette évaluation soit publique.
- Il faut aussi que les élus réfléchissent à se reconnecter aux citoyens.

04 - Que pensez-vous du principe du non-cumul des mandats ?

- Au-delà du non-cumul, c'est surtout un problème d'avoir des élus professionnels qui ne font que ça. On aurait donc plutôt besoin d'avoir une limitation du nombre de mandats.
- Il y a également une interrogation sur le type de cumul, comme par exemple maire de la ville centre et président d'une communauté d'agglomération car dans ce cas, on a des conflits d'intérêt avec la ville prédominante.
- Globalement, le cumul peut être acceptable pour certaines personnes mais il faut tout de même insister sur le fait que les députés devraient avoir des temps dans les différentes communes de leur juridiction.

06 - Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections et si oui, lesquelles ?

- Oui mais pas une proportionnalité intégrale car on retomberait dans les travers de la IV^e République.
La Ve république a au moins apporté une stabilité temporelle pour que les députés puissent travailler.

07 - Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires ?

- Oui

07 - Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

- Oui, par exemple au sein des communautés des communes, car le nombre d'élus est trop important pour qu'il y ait un vrai débat.
De ce fait, les dossiers sont préparés par des fonctionnaires et les décisions sont juste

validées ou non.

- Une possibilité serait d'avoir une représentativité tournante un peu sur le modèle de la présidence tournante de l'Europe.

08 - Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections ?

- Elle est insuffisante.
- Il faudrait rendre le vote obligatoire mais accepter le vote blanc.

11 - Comment faudrait-il faire pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ?

- Faire en sorte que les citoyens puissent s'exprimer autrement que par des élections qui souvent, sont des réactions aux décisions prises précédemment.
- Mais des consultations sur des questions précises pourraient permettre de reconnecter les citoyens avec les orientations du pays, (exemple des votations suisses)

12 - Faut-il avoir plus recours au référendum ?

- Si on utilise le référendum, il faut s'assurer que les décisions prises ne sont pas remises en cause par les autres institutions ou au moins pendant une certaine durée.
- Mais il faut être prudent à ne pas avoir des référendums sanction. Il faut que des débats aient lieu et que ce référendum soit plutôt une aide à la décision, pour l'orientation. Et il ne faudrait s'en servir que sur des grandes questions d'orientation.

13 - Faut-il faciliter le déclenchement des RIP ?

- Oui, car à l'heure actuelle, il est impossible de réunir les conditions pour en lancer un.

14 - Faudrait-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

- Pourquoi pas, pour redonner une vision de la réalité du terrain, cela existe bien pour les jurés d'assises.
- Mais à contrario, à quoi servent les élus dans ce cas, et il faut également avoir les compétences et les connaissances pour prendre des décisions.
- Il faudrait que l'encadrement et l'organisation soit de haut niveau pour assurer que les citoyens tirés au sort aient un vrai apport.

15 - Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public ?

- Plutôt que de consulter les citoyens, il faudrait déjà commencer par suivre les recommandations de la cour des comptes.

17 - Que diriez-vous de l'application de la laïcité en France ?

- A améliorer, voire à appliquer

19 - Comment garantir le respect et la compréhension de la valeur de République ?

- En passant par la formation et l'éducation.
- En passant par l'exemplarité des représentants élus.

20 - Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen ?

- En impliquant les citoyens dans la vie de la communauté et surtout les responsabiliser à nouveau.
Il faut redévelopper le civisme de chacun. Si par exemple, chacun évite de jeter des déchets dans les rues, ça évitera de devoir payer des agents pour les ramasser et ils pourront travailler sur des tâches plus importantes.

21 - Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ?

- Redévelopper le civisme et la responsabilité de chacun.
- Le respect des autres, des lieux et de l'environnement.

24 - Quelles sont les incivilités les plus pénibles et comment lutter contre ?

- Les déchets dans les rues ou le long des routes, mais avec une répression ferme.
Les crottes de chien sur les trottoirs...

25 - Que peuvent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

- Appliquer les lois existantes
- Faire des campagnes de sensibilisation.

27 – Quelles sont les discriminations les plus répandues :

- Les discriminations les plus couramment constatées sont les écarts de salaire et de considération entre les femmes et les hommes.
- Mais il y a également beaucoup de discrimination raciale

- On peut également parler des discriminations basées sur l'âge, aussi bien sur une base de trop jeune ou de trop âgée.
- Pour lutter contre ces discriminations, il faut travailler sur les écarts constatés, mais également travailler sur la formation et l'éducation.

29 - Pensez-vous qu'il faille une contrepartie aux différentes allocations de solidarité ?

- Globalement pourquoi pas, à condition que l'organisation mise en place ne soit pas vécue comme une punition et ne coûte pas plus cher aux allocataires que ce qu'ils reçoivent.

30 - Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui ?

- Il faudrait en priorité assurer un accueil digne, quelle que soit la provenance et la situation. Au moins le temps d'étudier les dossiers et leur permettre de travailler pendant le temps de l'instruction, afin qu'ils puissent avoir des moyens de vie.
- L'instauration de quotas ne répond pas forcément aux problématiques de l'immigration actuelle, car on ne peut pas connaître les professions des personnes sur les bateaux à la dérive en mer.

32 - Quelles sont les mesures pour répondre au défi qui va durer ?

- Principalement aider les pays d'origine, pour limiter les besoins que les populations éprouvent à émigrer.

33 - Quelles sont les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus sages ?

- L'apprentissage du français pour tous, afin de partager au moins un langage commun.

5. Conclusion

Les interventions ont été de bonne qualité. On sentait que les personnes présentes avaient préparé la réunion, et réfléchi aux sujets. Il n'y a eu aucune agressivité.

Le petit groupe a permis une prise de parole plus facile.

Toutes les questions proposées dans les fiches n'ont pas été abordées.

Tout traiter en une seule réunion était ambitieux. La fatigue s'est fait sentir en fin de soirée. La première partie a été plus riche que la seconde.

Les participants ont été satisfaits de ce débat.